

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article1468>



Continuité de chaises vides et d'expulsions de Roms, sur fond des anti-genre qui s'attaquent à l'école



- Droits et libertés -

Date de mise en ligne : mercredi 4 septembre 2013

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Cette année, il y aura encore des chaises vides dans nos classes... leitmotiv de rentrée scolaire, avec le risque d'oublier les drames humains derrière chacune de ces situations.

Chaises vides des enfants expulsés, renvoyés à un avenir incertain dans un pays qu'ils ne connaissent parfois même pas, que leurs parents avaient fui pour échapper à la misère, voire aux persécutions ethniques, politiques ou religieuses.

Cet été encore, des enfants ont été enfermés dans des centres de rétention, des pères ou des mères ont été expulsé-es, des familles ont été brisées.

Effroyable continuité avec les politiques précédentes, malgré un vague changement... de rhétorique ! Le ministre de l'intérieur détient même le chiffre record de plus de 38 000 reconduites à la frontière pour l'année 2012.

Chaises vides également, celles des petits Roms condamné-es à l'errance suite au démantèlement de leur campement, dans le cadre d'une vaste opération d'évacuation de squats et de bidonvilles à travers le pays. Malgré les promesses de Hollande, leur relogement n'a pas été anticipé. Malgré les directives de Peillon, qui s'indigne enfin, 8 jours avant la rentrée, aucune mesure n'a été prise pour éviter les ruptures de scolarisation. Et déjà, des mairies refusent d'inscrire des élèves au prétexte qu'ils n'ont pas d'adresse ou de résidence. C'est inacceptable !

Mais comment s'en étonner, quand, dans un contexte d'expression xénophobe décomplexée qui dure, un élu va jusqu'à suggérer qu'Hitler n'en a peut-être pas tué assez... au point qu'on trouverait presque banales les paroles de Le Pen qui évoque une « présence urticante et odorante ». Il n'y a pas, il ne doit pas y avoir de « racisme ordinaire » !

Outre les droits des enfants bafoués, droit à l'éducation, droit de vivre en famille, droit au logement, droit d'asile, il est un autre dossier qui pourrait surgir dans l'actualité de cette rentrée.

Les anti-mariage pour toutes et tous, en effet, enfourchent un nouveau cheval de bataille et prennent l'école pour cible : ils s'engagent contre « la théorie du genre » (théorie qui, rappelons-le, n'existe pas) et invitent à créer des comités de vigilance afin d'alerter les parents d'élèves.

Déjà, des diffusions de tracts sont prévues devant certaines écoles.

Leur discours est changeant sur la forme : tantôt ils sont sur le registre paranoïaque de la dénonciation mensongère et outrancière, prétendant que l'éducation à l'égalité cacherait en fait de sombres projets et objectifs, tels que gommer les différences entre filles et garçons, et détruire les enfants en leur faisant croire qu'ils pourront changer de sexe à l'âge adulte ; tantôt ils adoptent un ton plus modéré, et c'est alors que leurs vraies motivations apparaissent.

Ils expriment leur attachement à LA différence des sexes et à leur prétendue complémentarité : il s'agit d'un point de vue essentialiste, chacun (et surtout chacune) devant rester à sa place, celle que la nature lui a conférée, et obéir aux assignations de son sexe.

Citons le président d'une association catholique féministe qui voit clair dans leur jeu : les anti-genre « se sont construits un ennemi imaginaire pour pouvoir combattre en toute bonne conscience l'égalité homme-femme ».

Il ne s'agit pas de nier les différences biologiques, simplement de les remettre à leur juste place et de faire la part du culturel, des différences construites socialement, celles qui légitiment les inégalités hommes-femmes et que nous invitons à déconstruire. Il est important de contrer ces initiatives afin de limiter leur pouvoir de nuisance.